

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : III-86 (partie III)

Déposée par Mme Pervenche Berès, Olivier Duhamel, Ben Fayot

Qualité : - Membres et Suppléants

Article III-86 (ex-article 122)

5. Les droits de vote des États membres faisant l'objet d'une dérogation sont suspendus pour les mesures du Conseil visées aux articles énumérés au paragraphe 2. La majorité qualifiée se définit comme la majorité des voix des représentants des États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation, représentant au moins 60 % de la population de ceux-ci. L'unanimité de ces États membres est requise pour tout acte requérant l'unanimité.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : Artikel III-90, para. 2 (ex-Artikel 119)

By Ms / ~~Mr~~ : Dr. Sylvia-Yvonne Kaufmann and Anne van Lancker

Status : - Members ~~Alternate~~

(2) Der Rat gewährt den gegenseitigen Beistand; ~~er erlässt die~~ Europäischen Rahmengesetze oder ~~die~~ Europäischen Beschlüsse, ~~welche legen~~ die Bedingungen und Einzelheiten hierfür fest~~legen~~. Der gegenseitige Beistand kann insbesondere erfolgen

- a) durch ein abgestimmtes Vorgehen bei anderen internationalen Organisationen, an die sich die Mitgliedstaaten, für die eine Ausnahmeregelung gilt, wenden können;
- b) durch Maßnahmen, die notwendig sind, um Verlagerungen von Handelsströmen zu vermeiden, falls der in Schwierigkeiten befindliche Mitgliedstaat, für den eine Ausnahmeregelung gilt, mengenmäßige Beschränkungen gegenüber dritten Ländern beibehält oder wieder einführt;
- c) durch Bereitstellung von Krediten in begrenzter Höhe seitens anderer Mitgliedstaaten; hierzu ist ihr Einverständnis erforderlich.

Explanation (if any) :

Der Erlass eines Rahmengesetzes ohne jegliche Beteiligung des Europäischen Parlaments steht im Widerspruch zu Artikel I-33 Absatz 2.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : III- 87

Déposée par Madame ou Monsieur : M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention

Qualité : - Membre - Suppléant

Article III-87 (ex-article 121, 122 paragraphe 2 et 123 paragraphe 5)

1. Tous les deux ans au moins, ou à la demande d'un État membre faisant l'objet d'une dérogation, la Commission et la Banque centrale européenne font rapport au Conseil sur les progrès faits par les États membres faisant l'objet d'une dérogation dans l'accomplissement de leurs obligations pour la réalisation de l'union économique et monétaire. Ces rapports examinent notamment si la législation nationale de chacun de ces États membres, y compris les statuts de sa banque centrale nationale, est compatible avec les [Articles III-77 et III-78] de la Constitution et avec les statuts du Système européen de banques centrales. Les rapports examinent également si un degré élevé de convergence durable a été réalisé, en analysant dans quelle mesure chacun de ces États membres a satisfait aux critères suivants:

- a) la réalisation d'un degré élevé de stabilité des prix; cela ressortira d'un taux d'inflation proche de celui des trois États membres, au plus, présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix;
- b) le caractère soutenable de la situation des finances publiques; cela ressortira d'une situation budgétaire qui n'accuse pas de déficit public excessif au sens de [l'Article III-73, paragraphe 6];
- c) le respect des marges normales de fluctuation prévues par le mécanisme de taux de change pendant deux ans au moins, sans dévaluation de la monnaie par rapport à l'euro;
- d) le caractère durable de la convergence atteinte par l'État membre faisant l'objet d'une dérogation et de sa participation au mécanisme de taux de change, qui se reflète dans les niveaux des taux d'intérêt à long terme.

Les quatre critères visés au présent paragraphe et les périodes pertinentes durant lesquelles chacun doit être respecté sont précisés dans le protocole sur les critères de convergence. Les rapports de la Commission et de la Banque centrale européenne tiennent également compte des résultats de l'intégration des marchés, de la situation et de l'évolution des balances des paiements courants, et d'un examen de l'évolution des coûts salariaux unitaires et d'autres indices de prix.

2. Après consultation du Parlement européen et discussion au sein du Conseil réuni au niveau des chefs d'État ou de gouvernement, le Conseil, sur proposition de la Commission, décide quels États membres faisant l'objet d'une dérogation remplissent les conditions nécessaires sur la base des critères fixés à [au paragraphe 1], et met fin aux dérogations des États membres concernés. **Les droits de vote des États membres faisant l'objet d'une dérogation sont suspendus pour l'application du présent paragraphe.**

3. S'il est décidé, conformément à la procédure prévue au paragraphe 2, de mettre fin à une dérogation, le Conseil, sur proposition de la Commission, à l'unanimité des membres du Conseil représentant les États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation et l'État membre concerné, fixe irrévocablement le taux auquel l'euro remplace la monnaie de l'État membre concerné et décide les autres mesures nécessaires à l'introduction de l'euro en tant que monnaie unique dans cet État membre. Le Conseil statue après consultation de la Banque centrale européenne.

Explication éventuelle :

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : III- 86

Déposée par Madame ou Monsieur : M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention

Qualité : - Membre - Suppléant

Article III-86 (ex-article 122)

1. Les États membres, dont le Conseil n'a pas décidé qu'ils remplissent les conditions nécessaires pour l'adoption de l'euro, font l'objet d'une dérogation telle que définie au paragraphe 2 du présent article. Ces États membres sont ci-après dénommés "États membres faisant l'objet d'une dérogation".
2. Une dérogation au sens du paragraphe 1 implique que les dispositions ci-après de la Constitution ne s'appliquent pas à l'État membre concerné:
 - a) adoption des parties des grandes orientations des politiques économiques qui concernent la zone euro d'une façon générale (Article III-68, paragraphe 2) **et chacun des États membres de celle-ci.**
 - b) moyens contraignants de remédier aux déficits excessifs (Article III-73, paragraphes 9 et 11)
 - c) objectifs et missions du Système européen de banques centrales (Article III-74, paragraphes 1, 2, 3 et 5)
 - d) émission de l'euro (Article III-75)
 - e) actes de la Banque centrale européenne (Article III-79)
 - f) mesures relatives à l'usage de l'euro (Article III-80)
 - g) accords monétaires (Article III-223)
 - h) représentation extérieure de l'euro (Article III-81)
 - i) désignation des membres du directoire de la Banque centrale européenne (Article III-82, paragraphe 2, point b).

L'exclusion de cet État membre et de sa banque centrale nationale des droits et obligations dans le cadre du Système européen de banques centrales est prévue au chapitre IX des statuts du Système européen de banques centrales.

3. Afin de contribuer au bon fonctionnement de l'union économique et monétaire et conformément aux dispositions pertinentes de la Constitution, des mesures additionnelles visant les États membres dont la monnaie est l'euro peuvent être adoptées, notamment pour renforcer la coordination de leurs politiques économiques et la discipline budgétaire. Ces mesures portent sur les

orientations de politique économique, la surveillance de celles-ci [Article III-68 paragraphes 2 et 3] ainsi que sur les déficits excessifs (Article III-3 paragraphes 6, 8 et 11). **La Commission y est pleinement associée.** Le paragraphe 5 est applicable.

4. Aux articles visés au paragraphe 2, on entend par "États membres" les États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation.

5. Les droits de vote des États membres faisant l'objet d'une dérogation sont suspendus pour les mesures du Conseil visées aux articles énumérés au paragraphe 2 **ainsi que pour les décisions visées à l'article 68 §4 et à l'article 73 § 6 à 8 lorsqu'elles concernent des États membres dont la monnaie est l'euro.** La majorité qualifiée se définit comme la majorité des voix des représentants des États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation, représentant au moins trois-cinquièmes de la population de ceux-ci. L'unanimité de ces États membres est requise pour tout acte requérant l'unanimité.

Explication éventuelle :

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-86

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

1. Les États membres, dont le Conseil n'a pas décidé qu'ils remplissent les conditions nécessaires pour l'adoption de l'euro, font l'objet d'une dérogation telle que définie au paragraphe 2 du présent article. Ces États membres sont ci-après dénommés "États membres faisant l'objet d'une dérogation".

2. Une dérogation au sens du paragraphe 1 implique que les dispositions ci-après de la Constitution ne s'appliquent pas à l'État membre concerné:

- ~~a) adoption des parties des grandes orientations des politiques économiques qui concernent la zone euro d'une façon générale (ex-article 99, paragraphe 2)~~
- b) moyens contraignants de remédier aux déficits excessifs (ex-article 104, paragraphes 9 et 11)
- c) objectifs et missions du Système européen de banques centrales (ex-article 105, paragraphes 1, 2, 3 et 5)
- d) émission de l'euro (ex-article 106)
- e) actes de la Banque centrale européenne (ex-article 110)
- f) mesures relatives à l'usage de l'euro (ex-article 123 paragraphe 4)
- g) accords monétaires (ex- article 111)
- ~~h) représentation extérieure de l'euro (nouvel article)~~
- i) désignation des membres du directoire de la Banque centrale européenne (ex-article 112, paragraphe 2, point b).

L'exclusion de cet État membre et de sa banque centrale nationale des droits et obligations dans le cadre du Système européen de banques centrales est prévue au chapitre IX des statuts du Système européen de banques centrales.

~~3. Afin de contribuer au bon fonctionnement de l'union économique et monétaire et conformément aux dispositions pertinentes de la Constitution, des mesures additionnelles visant les États membres dont la monnaie est l'euro peuvent être adoptées, notamment pour renforcer la coordination de leurs politiques économiques et la discipline budgétaire. Ces mesures portent sur les orientations de politique économique et la surveillance de celles-ci (ex-article 99 paragraphes 2 et 3) ainsi que sur les déficits excessifs (ex-article 104 paragraphes 6, 8 et 12). Le paragraphe 5 est applicable.~~

4. Aux articles visés au paragraphe 2, on entend par "États membres" les États membres ne

faisant pas l'objet d'une dérogation.

5. Les droits de vote des États membres faisant l'objet d'une dérogation sont suspendus pour les mesures du Conseil visées aux articles énumérés au paragraphe 2 **et pour l'adoption de la partie des grandes orientations des politiques économiques qui concerne la zone euro (article 99.2), les recommandations relatives à la surveillance multilatérale (article 99.4) et aux déficits excessifs des États membres qui constituent la zone euro (article 104 paragraphes 6, 7, 8 et 12), ainsi que les décisions visant à mettre fin à une dérogation (article 122.2). Dans ces cas,** la majorité qualifiée se définit comme la majorité des voix des représentants des États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation, représentant au moins trois-cinquièmes de la population de ceux-ci. L'unanimité de ces États membres est requise pour tout acte requérant l'unanimité.

Explication éventuelle :

Par ailleurs, il conviendrait de corriger 3 erreurs matérielles :

Au paragraphe 3 il faut faire référence à l'ancien article 99 §2 et 4 (et non pas §3); et à l'ancien article 104 §6, 7, 8 et 12 (le §7 manque actuellement) ;

Au paragraphe 2(a), il s'agit de la partie (et non pas les parties) des GOPE qui concerne la zone euro. Une références aux parties au pluriel renvoie à toutes les parties sur les États membres faisant partie de la zone euro ainsi qu'à la partie qui vise l'ensemble de la zone.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-87

By Ms / Mr : **Joschka Fischer**

Status : - Member - Alternate

Artikel III-87 (ex-Artikel 121, ex-Artikel 122 Absatz 2 und ex-Artikel 123 Absatz 5)

(1) Mindestens einmal alle zwei Jahre bzw. auf Antrag eines Mitgliedstaats, für den eine Ausnahmeregelung gilt, berichten die Kommission und die Europäische Zentralbank dem Rat, inwieweit die Mitgliedstaaten, für die eine Ausnahmeregelung gilt, bei der Verwirklichung der Wirtschafts- und Währungsunion ihren Verpflichtungen bereits nachgekommen sind. In ihren Berichten wird auch die Frage geprüft, inwieweit die innerstaatlichen Rechtsvorschriften jedes einzelnen dieser Mitgliedstaaten einschließlich der Satzung der jeweiligen nationalen Zentralbank mit den [ex-Artikeln 108 und 109] der Verfassung sowie der Satzung des Europäischen Systems der Zentralbanken vereinbar sind. Ferner wird darin geprüft, ob ein hoher Grad an dauerhafter Konvergenz erreicht ist; Maßstab hierfür ist, ob jeder einzelne dieser Mitgliedstaaten folgende Kriterien erfüllt:

- a) Erreichung eines hohen Grades an Preisstabilität, ersichtlich aus einer Inflationsrate, die der Inflationsrate jener – höchstens drei – Mitgliedstaaten nahe kommt, die auf dem Gebiet der Preisstabilität das beste Ergebnis erzielt haben;
- b) eine auf Dauer tragbare Finanzlage der öffentlichen Hand, ersichtlich aus einer öffentlichen Haushaltslage ohne übermäßiges Defizit im Sinne des [ex-Artikels 104 Absatz 6 und neu Art. III-73 Absatz 2];
- c) Einhaltung der normalen Bandbreiten des Wechselkursmechanismus des Europäischen Währungssystems seit mindestens zwei Jahren ohne Abwertung gegenüber dem Euro;
- d) Dauerhaftigkeit der von dem Mitgliedstaat, für den eine Ausnahmeregelung gilt, erreichten Konvergenz und seiner Teilnahme am Wechselkursmechanismus, die im Niveau der langfristigen Zinssätze zum Ausdruck kommt.

Die vier Kriterien in diesem Absatz sowie die jeweils erforderliche Dauer ihrer Einhaltung sind in dem Protokoll über die Konvergenzkriterien näher festgelegt. Die Berichte der Kommission und der Europäischen Zentralbank berücksichtigen auch die Ergebnisse bei der Integration der Märkte, den Stand und die Entwicklung der Leistungsbilanzen, die Entwicklung bei den Lohnstückkosten und andere Preisindizes.

(2) Der Rat entscheidet nach Anhörung des Europäischen Parlaments und nach Aussprache im Rat, der in der Zusammensetzung der Staats- und Regierungschefs tagt, auf Vorschlag der Kommission, welche der Mitgliedstaaten, für die eine Ausnahmeregelung gilt, die die auf den Kriterien des [ex-Artikels 121 Absatz 1] beruhenden Voraussetzungen erfüllen, und hebt die Ausnahmeregelungen der betreffenden Mitgliedstaaten auf.

(3) Wird nach dem Verfahren des Absatzes 2 beschlossen, eine Ausnahmeregelung zu beenden, so legt der Rat aufgrund eines einstimmigen Beschlusses der Mitglieder des Rates, die die

Mitgliedstaaten, für die keine Ausnahmeregelung gilt, und den betreffenden Mitgliedstaat vertreten, auf Vorschlag der Kommission den Kurs, zu dem dessen Währung durch den Euro ersetzt wird, unwiderruflich fest und ergreift die sonstigen erforderlichen Maßnahmen zur Einführung des Euro als einheitliche Währung in diesem Mitgliedstaat. Der Rat beschließt nach Anhörung der Europäischen Zentralbank.

Explanation (if any) :

Es Zur Beibehaltung des Aquis sollte der Verweis auf den Wechselkursmechanismus des Europäischen Währungssystems erfolgen.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : III-87

Déposée par Josep Borrell, Carlos Carnero, Diego Lopez-Garrido

Qualité :

Artículo III-87 (apartado 1).-

Incluir en el párrafo 1º de este apartado 1 la expresión en cursiva: “convergencia *económica* sostenible”.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-87

Déposée par MM. Barnier, Vitorino, O'Sullivan et Ponzano

Qualité : Membres et Suppléants

Article III-87, paragraphe 3 (ex-article 123, paragraphe 5)
(fixation du taux de conversion)

3. S'il est décidé, conformément à la procédure prévue au paragraphe 2, de mettre fin à une dérogation, le Conseil, sur proposition de la Commission, à ~~l'unanimité~~ **la majorité qualifiée** des membres du Conseil représentant les États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation et l'État membre concerné, adopte des règlements ou des décisions européens fixant irrévocablement le taux auquel l'euro remplace la monnaie de l'État membre concerné et établissant les autres mesures nécessaires à l'introduction de l'euro en tant que monnaie unique dans cet État membre. Le Conseil statue après consultation de la Banque centrale européenne.

Explication :

Depuis le traité de Nice, la décision de mettre fin à une dérogation en raison du fait qu'un Etat membre remplit les conditions nécessaires pour l'adoption de l'euro est adoptée par le Conseil statuant à la majorité qualifiée (art. III-87, paragraphe 2, ex-article 122, paragraphe 2). Il convient donc de modifier également la base juridique en vertu de laquelle le taux de conversion entre la monnaie de l'Etat membre qui adopte l'euro et l'euro est fixée, afin d'éviter qu'un blocage puisse se faire sur cette question technique, alors que la décision de principe est adoptée à la majorité qualifiée.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article: 86 (ex 122)

By Mr Hain

Status : - Member

1. *OK.*

2(a) *Delete.*

2(b) to (i): *OK.*

Explanation (if any) :

Formalisation of the Eurogroup and strengthening the powers of the “ins” is inappropriate because:

- In as far as the proposed changes to Eurogroup are being driven by concern about the impact of enlargement, treaty changes will not have the desired effect, because any treaty change is unlikely to come into force before 2006 or 2007, while enlargement will happen in 2004.*
- We have always recognised that the "ins" will want to meet to discuss issues to do with sharing a currency, but greater powers for the Eurogroup to decide on the BEPGs or excessive deficits of Euro-ins will create an asymmetry, whereby the outs will vote only on outs' issues, while ins will vote on ins and outs.*

Overall, it is difficult to believe that creating a greater distinction between the ins and the outs will promote effective economic governance in the Union - the key challenge facing the Union is to enhance structural reform, and this proposal will do nothing to help meet this challenge.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-86

By Mr : Joschka Fischer

Status : - Member

Artikel III-86 (ex-Artikel 122)

- (1) Den Mitgliedstaaten, für die der Rat nicht beschlossen hat, dass sie die erforderlichen Voraussetzungen für die Einführung des Euro erfüllen, wird eine Ausnahmeregelung im Sinne des Absatzes 2 gewährt. Die betreffenden Mitgliedstaaten werden nachstehend als "Mitgliedstaaten, für die eine Ausnahmeregelung gilt" bezeichnet.
- (2) Eine Ausnahmeregelung nach Absatz 1 hat zur Folge, dass die nachstehenden Artikel der Verfassung für den betreffenden Mitgliedstaat nicht gelten:
- a) Annahme der das Euro-Währungsgebiet generell betreffenden Teile der Grundzüge der Wirtschaftspolitik (ex-Artikel 99 Absatz 2)
 - b) Zwangsmittel zum Abbau eines übermäßigen Defizits (ex-Artikel 104 Absätze 9 und 11)
 - c) Ziele und Aufgaben des Europäischen Systems der Zentralbanken (ex-Artikel 105 Absätze 1, 2, 3 und 5)
 - d) Ausgabe des Euro (ex-Artikel 106)
 - e) Rechtsakte der Europäischen Zentralbank (ex-Artikel 110)
 - f) Maßnahmen bezüglich der Verwendung des Euro (ex-Artikel 123 Absatz 4)
 - g) Währungsvereinbarungen (ex-Artikel 111)
 - h) Außenvertretung des Euro (neuer Artikel)
 - i) Ernennung der Mitglieder des Direktoriums der Europäischen Zentralbank (ex-Artikel 112 Absatz 2 Buchstabe b).
 - j) alle Entscheidungen unter Abs. (3), d.h. Entscheidung über die Aufhebung einer Ausnahmeregelung (ex-Art. 122 Abs. 2), Maßnahmen bezüglich der Grundzüge der Wirtschaftspolitik und die Überwachung der Wirtschaftspolitiken (ex-Art. 99 Absätze 2 und 3), Annahme der Empfehlungen an Eurozone- Mitgliedstaaten, die von den Grundzügen abweichen (ex-Art. 99 Abs. 4), Verfahren bei übermäßigen Defiziten (ex-Art. 104 Absätze 6,8 und 12).
Absatz 5 findet Anwendung.

Der Ausschluss des betreffenden Mitgliedstaats und seiner Zentralbank von den Rechten und Verpflichtungen im Rahmen des Europäischen Systems der Zentralbanken wird in Kapitel IX der Satzung des Europäischen Systems der Zentralbanken geregelt.

- (3) Um zu einem reibungslosen Funktionieren der Wirtschafts- und Währungsunion beizutragen, können im Einklang mit den einschlägigen Bestimmungen der Verfassung zusätzliche Maßnahmen hinsichtlich der Mitgliedstaaten, deren Währung der Euro ist, angenommen werden, um insbesondere die Koordinierung ihrer Wirtschaftspolitik und die Haushaltsdisziplin zu verbessern. Diese Maßnahmen beziehen sich auf die Grundzüge der Wirtschaftspolitik und ~~deren~~ die Überwachung der Wirtschaftspolitik (ex-Artikel 99 Absätze 2 und 3) sowie auf die übermäßigen Defizite (ex-Artikel 104 Absätze 6, 8 und 12). Absatz 5 findet Anwendung.

(4) In den in Absatz 2 genannten Artikeln bezeichnet der Ausdruck "Mitgliedstaaten" die Mitgliedstaaten, für die keine Ausnahmeregelung gilt.

(5) Das Stimmrecht der Mitgliedstaaten, für die eine Ausnahmeregelung gilt, ruht bei Maßnahmen des Rates gemäß den in Absatz 2 genannten Artikeln. Die Mehrheit der Stimmen der Vertreter der Mitgliedstaaten, für die keine Ausnahmeregelung gilt, sofern diese Mehrheit mindestens drei Fünftel der Bevölkerung dieser Staaten repräsentiert, gilt als qualifizierte Mehrheit. Ist für die Änderung eines Rechtsakts Einstimmigkeit vorgeschrieben, so ist die Einstimmigkeit dieser Mitgliedstaaten erforderlich.

Explanation (if any) :

Die Entscheidungsbefugnis der Eurozonen-Mitgliedstaaten sollte um die angeführten Punkte erweitert werden. Die in Abs. 3 vorgeschlagenen Regelungen für die Eurozonen – Mitgliedstaaten sollten auch in Abs. 2 enthalten sein, um Stimmrechte der Nicht-Eurozonen-Mitgliedstaaten auszuschließen. Damit wäre Abs. 3 entbehrlich.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-86

By Mr : Farnleitner

Status : - Member

2. The following provisions of the Constitution shall not apply to Member States with a derogation:

- a) ~~adoption of the parts of the Broad Economic Policy Guidelines which concern the euro area zone generally (ex article 99 paragraph 2)~~
- b) objectives and tasks... [list as proposed]

4. The voting **and participation** rights of Member States with a derogation shall be suspended for the adoption by the Council of the Council measures:

- a) referred to in the articles listed in paragraph 2;
- b) **relating to the adoption of the part of the broad economic policy guidelines concerning the euro zone [article III-68 paragraph 2];**
- c) **relating to the multilateral surveillance of euro zone countries [article III-68 paragraph 4];**
- d) **relating to excessive deficits in euro zone countries [article III-73, paragraphs 6, 7, 8 and 11]**
- e) **which put an end to a derogation [article III-87 paragraph 2].**

Explanation (if any) :

This list will enable Eurozone members to “ensure that EMU works properly”; see commentary to Art III-85a. Moving this list from para 2 to para 4 has the effect of suspending the voting rights of “pre-ins” while preserving the applicability of these measures on them.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-86

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

1. Les États membres, dont le Conseil n'a pas décidé qu'ils remplissent les conditions nécessaires pour l'adoption de l'euro, sont ci-après dénommés "États membres faisant l'objet d'une dérogation".

2. Les dispositions de la Constitution mentionnées ci-après ne s'appliquent pas aux États membres faisant l'objet d'une dérogation:

~~a) — adoption des parties des grandes orientations des politiques économiques qui concernent la zone euro d'une façon générale (article III-68, paragraphe 2)~~

~~a) b)~~ moyens contraignants de remédier aux déficits excessifs (article III-73, paragraphes 9 et 11)

~~b) e)~~ objectifs et missions du Système européen de banques centrales (article III-74, paragraphes 1, 2, 3 et 5)

~~c) d)~~ émission de l'euro (article III-75)

~~d) e)~~ actes de la Banque centrale européenne (article III-79)

~~e) f)~~ mesures relatives à l'usage de l'euro (article III-80)

~~f) g)~~ accords monétaires (article III-223)

~~h) — représentation extérieure de l'euro (article III-81)~~

~~g) i)~~ désignation des membres du directoire de la Banque centrale européenne (article III-82, paragraphe 2, point b).

Par conséquent, aux articles visés ci-dessus, on entend par "États membres" les États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation.

3. Les statuts du Système européen de banques centrales prévoient à leur chapitre IX que les États membres faisant l'objet d'une dérogation et leurs banques centrales nationales sont exclues des droits et obligations dans le cadre du Système européen de banques centrales.

4. Les droits de vote des États membres faisant l'objet d'une dérogation sont suspendus pour les mesures du Conseil :

- a) **visées aux articles énumérés au paragraphe 2 ;**
- b) **relatives à l'adoption de la partie des grandes orientations des politiques économiques qui concerne la zone euro (article III-68 paragraphe 2) ;**
- c) **relatives à la surveillance multilatérale pour les Etats membres qui font partie de la zone euro (article III-68 paragraphe 4) ;**
- d) **relatives aux déficits excessifs des Etats membres qui font partie de la zone euro (article III-73 paragraphes 6, 7, 8 et 11) ;**
- e) **visant à mettre fin à une dérogation visée au paragraphe 2.**

Dans ces cas, la majorité qualifiée se définit comme la majorité des voix des représentants des États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation, représentant au moins trois-cinquièmes de la population de ceux-ci. L'unanimité de ces États membres est requise pour tout acte requérant l'unanimité.

Explication éventuelle :

L'article III-85 bis ne propose que des mesures additionnelles pour renforcer la capacité décisionnelle de la zone euro sur les déficits excessifs, les GOPE et la surveillance multilatérale. Ces dernières nous semblent insuffisantes. Il est donc proposé dans cet amendement d'élargir la liste des champs de vote restreint aux membre de la zone euro.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-86

Déposée par MM. Barnier, Vitorino, O'Sullivan et Ponzano

Qualité : Membres et Suppléants

Article III-86 (ex-article 122)

(décisions UEM dans les cas où les Etats membres bénéficiant d'une dérogation ne votent pas)

1. Les États membres, dont le Conseil n'a pas décidé qu'ils remplissent les conditions nécessaires pour l'adoption de l'euro, sont ci-après dénommés "États membres faisant l'objet d'une dérogation".

2. Les dispositions de la Constitution mentionnées ci-après ne s'appliquent pas aux États membres faisant l'objet d'une dérogation:

- a) ~~adoption des parties des grandes orientations des politiques économiques qui concernent la zone euro d'une façon générale (article III-68, paragraphe 2)~~
- b) moyens contraignants de remédier aux déficits excessifs (article III-73, paragraphes 9 et 11)
- c) objectifs et missions du Système européen de banques centrales (article III-74, paragraphes 1, 2, 3 et 5)
- d) émission de l'euro (article III-75)
- e) actes de la Banque centrale européenne (article III-79)
- f) mesures relatives à l'usage de l'euro (article III-80)
- g) accords monétaires (article III-223)
- h) représentation extérieure de l'euro (article III-81)
- i) désignation des membres du directoire de la Banque centrale européenne (article III-82, paragraphe 2, point b).

Par conséquent, aux articles visés ci-dessus, on entend par "États membres" les États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation.

3. Les statuts du Système européen de banques centrales prévoient à leur chapitre IX que les États membres faisant l'objet d'une dérogation et leurs banques centrales nationales sont exclues des droits et obligations dans le cadre du Système européen de banques centrales.

4. Les droits de vote des États membres faisant l'objet d'une dérogation sont suspendus lors de l'adoption par le Conseil des mesures

- a) visées aux articles énumérés au paragraphe 2 ;
- b) **relatives aux parties des grandes orientations des politiques économiques qui concernent la zone euro d'une façon générale (article III-68, paragraphe 2) ;**
- c) **relatives à la surveillance multilatérale des Etats membres de la zone euro (article III-68, paragraphe 4) :**
- d) **relatives aux déficits excessifs dans les Etats membres de la zone euro (article III-73, paragraphes 6, 7, 8 et 11)**
- e) **qui mettent fin à une dérogation à la participation d'un Etat membre à l'euro (article III-87, paragraphe 2)**

La majorité qualifiée se définit comme la majorité des voix des représentants des États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation, représentant au moins trois-cinquièmes de la population de ceux-ci. L'unanimité de ces États membres est requise pour tout acte requérant l'unanimité.

Explication :

La nouvelle section 3 bis (art. III-85 bis à 85 quater) ne permet au Conseil que d'adopter des mesures additionnelles pour les États membres de la zone euro portant sur les orientations de la politique économique et la surveillance de celles-ci ainsi que sur les déficits excessifs. Lorsque, par exemple, le Conseil adopte une recommandation à l'égard d'un État membre de la zone euro parce que sa politique économique ne respecte pas les GOPE qui lui ont été adressées (article III-68, paragraphe 4), il ne s'agit pas d'une mesure additionnelle de surveillance, mais de la surveillance elle-même.

Il convient donc d'ajouter les articles eux-mêmes à la liste des mesures pour lesquelles le vote des États membres faisant l'objet d'une dérogation est suspendu. La décision mettant fin à cette dérogation doit également pouvoir être prise par au sein du Conseil par les seuls États membres de la zone euro. À défaut, des États non participant auraient la faculté de bloquer l'adhésion d'un nouveau membre à la zone euro.